





TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Qui aurait pu prédire ...

... que l'éducation populaire était le creuset indispensable des transitions

Novembre 2023

Contribution au débat élaborée par le groupe d'appui « Transition écologique » du Cnajep en mars 2023 et mise en débat lors de l'Assemblée permanente des membres du Cnajep du 18 octobre 2023.

Constats

L'éducation populaire a eu pour origine d'accompagner l'émergence d'un nouveau régime politique lors de la Révolution française, en lien avec des défis de transition d'une ampleur considérable. Eduquer les (futur-e-s) citoyens et citoyennes devait assurer que toutes et tous aient la capacité d'exercer leur citoyenneté et d'opérer les choix qu'elle implique dans les délibérations collectives.

A l'aune de nouveaux défis multiples, de nouvelles interrogations sont posées. Nous traiterons ici des questions écologiques. Elles sont systémiques et appellent un projet global de société qui ne peut être réduit à une dimension environnementaliste.

Les analyses des expert·e·s du GIEC1¹ soulignent 3 constats principaux :

- Les activités humaines sont la cause avérée du réchauffement de l'atmosphère, des océans et des terres;
- Le dérèglement climatique se généralise, s'accélère et s'intensifie;
- L'ampleur des changements climatiques actuels sont sans précédent depuis des siècles, voire des milliers d'années et les zones d'incertitudes climatiques sont de plus en plus nombreuses.

Ces dérèglements climatiques ont des impacts directs sur les humains : les vulnérabilités d'une partie de la population augmentent et s'aggravent du fait de l'inadaptation de nos infrastructures, institutions et modes de vie. Les dynamiques de fracturation sociale et culturelle que nous connaissons déjà peuvent s'amplifier.

Face à ces constats, le GIEC en appelle aux décideur-euse-s avec des recommandations claires :

- Il faut « **réduire** » nos émissions de carbone et la destruction de la biodiversité, afin d'atténuer les effets négatifs de nos modes de vie actuels.
- Il faut « s'adapter » aux dégâts déjà faits et à ceux qui sont inéluctables à court terme.
- Il faut enfin avoir des actions qui esquissent le monde d'après, un monde soutenable, et qui engagent les réparations écologiques nécessaires.

Les deux premiers points semblent directement relever de responsabilités collectives qu'elles soient gouvernementales (par exemple des politiques publiques d'aides à l'isolation des logements) ou associatives. Les choix individuels s'inventent à partir de ces décisions collectives (à travers nos choix de consommation par exemple).

La nécessaire délibération collective pour esquisser un « monde d'après » soutenable et désirable pourrait mobiliser aussi les énergies et les savoir-faire des acteurs de l'éducation populaire.

¹ Le GIEC (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat) est une organisation intergouvernementale autonome ouverte à tous les pays de l'ONU. Comptant aujourd'hui 195 pays membres, le GIEC a pour mission de synthétiser les données scientifiques internationales reconnues et publiées, relatives à l'évolution du climat.

Le plus grand défi de l'histoire de l'humanité

Les problématiques écologiques auxquelles nous sommes désormais toutes et tous confrontés représentent pour les acteurs de l'éducation populaire un défi à la fois culturel, démocratique, social et économique.

Un défi culturel

- Notre univers culturel entier est à reconfigurer. Il s'agit de réinventer notre société et nos comportements individuels ou collectifs. Sur quelle base d'imaginaire partagée des populations entières pourront entrer dans une démarche d'élaboration de leur mode de vie de demain?
- Pour aller vers un monde soutenable nous avons toutes et tous besoin de nouveaux récits, de nouveaux imaginaires qui nous permettent de sortir de nos poncifs et prêt-àpenser. Leur diversité est la condition sine qua non pour permettre à chacune de réinventer le monde. Pour cela les pratiques culturelles, le jeu, les émotions, le plaisir de faire ensemble sont à mobiliser pour s'autoriser à créer et inventer un monde souhaitable.
- Des initiatives se lancent déjà et infusent dans la société pour participer au (re)façonnage culturel des individus. Souvent descendantes ou laissant peu la place aux interactions et au collectif, elles portent en elles un risque de dérive autoritaire, d'individualisation des réponses et de simplification du réel. C'est un risque qui serait dommageable au chantier collectif qui nous attend.
- Les producteurs de culture et les médias n'ont pas encore contribué à cette « révolution » en faisant évoluer leur offre culturelle afin d'y intégrer le « monde d'après » et les « enjeux écologiques ». Par leur action, ils construisent une vision du monde sans nuance, anxiogène, fataliste ou déconnectée des réalités à venir. Or cela participe à la construction d'une société où il n'est pas simple de penser la complexité, et de se projeter de façon positive dans l'avenir.

Nous devons réaffirmer le rôle de l'éducation populaire qui permet aux individus de faire culture, de produire une culture partagée qui est la base d'une volonté et d'une possibilité d'action. C'est par une approche collective, par l'intermédiaire des rencontres et des liens avec son environnement qu'un individu évolue, progresse et fait progresser la société. Notre action doit se renouveler et s'appuyer sur la reconnaissance des droits humains fondamentaux et des droits culturels.

Un défi démocratique

- La situation actuelle est le résultat de 40 ans d'un modèle de développement qui a vu la concentration toujours plus accrue du pouvoir de décision dans les mains d'un cercle d'acteurs réduit et surdéterminé par les logiques économiques issues du capitalisme. Il est nécessaire de construire un nouvel imaginaire démocratique, avec moins d'expert.e.s en situation de décision et davantage de citoyen·ne.s, accompagné.e.s et considéré.e.s comme légitimes pour réfléchir et décider sur les sujets qui nous concernent toutes et tous.
- Les mécanismes de décision doivent être réinventés pour prendre à la fois en compte l'urgence de l'action et le temps nécessaire à la délibération, afin de garantir les droits attachés à la citoyenneté et à l'égale dignité de toutes et tous.

L'éducation populaire peut jouer un rôle moteur et central dans l'articulation de l'agir local – penser global. Le changement des comportements individuels est nécessaire mais ne suffira pas. Ce sont bien nos institutions et normes démocratiques qu'il faut faire évoluer.

Un défi social

Les transformations sociales devront porter les enjeux de la justice climatique :

- Tous les groupes humains n'ont pas le même impact sur le climat. Les solutions devront s'appliquer dans la mesure de leurs possibilités et responsabilités. Les sociétés occidentales ont le devoir de questionner leur « modèle » et de réduire drastiquement leur empreinte écologique.
- Tous les groupes humains ne subissent pas le dérèglement climatique de la même manière et les plus affectés ne sont pas les plus contributeurs. Analyser et reconnaitre ces inégalités est une question de justice sociale, à forte dimension internationale.
- Aujourd'hui, les politiques publiques construites sans les concernées nuisent davantage aux plus précaires.

Le rôle de l'éducation populaire est de construire les conditions propices à une convergence des enjeux écologiques, économiques et sociaux. La transition écologique ne peut se faire que si elle est socialement juste : les personnes les plus précaires souffrent déjà des bouleversements climatiques alors que les classes sociales les plus aisées rechignent à faire évoluer leurs modes de vie et que les élites économiques recherchent le statu quo utile à leurs intérêts.

Un défi économique

- Les changements de mode de production et de consommation seront profonds et drastiques. Un grand nombre de résistances à ces transformations provient des acteurs économiques de premier plan. Il s'agit pour eux de maintenir des filières en lien avec leurs intérêts qui pourtant sont particulièrement destructeurs en matière de biodiversité ou de changement climatique.
- Dans le même temps, certaines organisations syndicales (patronales ou de salariés) se dressent contre des mesures qui pourraient mettre en tension l'emploi ou entraîneraient une destruction d'emploi au nom de l'impératif écologique.
- La transition écologique se doit donc d'intégrer des mécanismes pour construire une économie au service de l'humain qui renouvelle la répartition économique des ressources et produits selon des critères adaptés aux limites planétaires et au respect des droits fondamentaux.

Nous-mêmes, acteurs économiques, nous avons besoin d'évoluer dans notre rapport aux pratiques actuelles de gestion et dans la prise en compte du vivant. L'absence de régulation et d'intervention politique claire et cohérente en faveur des transitions est délétère et empêche de soutenir celles et ceux qui veulent agir. Pour autant, sans attendre ce type d'impulsion politique, nous pouvons nous engager en tant qu'acteurs économiques.

Toute le monde doit et peut se mettre en action pour inventer dès aujourd'hui des solutions et des solidarités nouvelles, avec créativité et ingéniosité, pour inventer les politiques de demain. Le collectif et les solidarités sont des leviers incontournables pour « s'adapter », pour créer des sociétés capables d'affronter les difficultés, les crises en cours et à venir.

Un défi de paix

Dérèglement climatique et effondrement de la biodiversité exacerbent les tensions entre les nations. Cette négligence et les (non)choix d'aujourd'hui mènent à des conflits et à des catastrophes. Or la guerre ramène à l'immédiateté, à l'urgence d'une défense territoriale en nous empêchant de nous projeter vers demain. Défendre son territoire a-t-il encore un sens quand le défi est planétaire et non territorial?

L'éducation populaire a pour mission de contribuer à maintenir la paix. Il est urgent de construire des réponses ensemble. La construction de la paix passe et passera toujours par les rencontres entre peuples et groupes humains. Il en découle la possibilité de coopérer et agir dans une écoute de chacun·e.

Agir en éduc'acteurs!

En tant qu'acteurs de l'éducation populaire, cette situation nous interpelle et questionne notre rôle, celui que nous avons à jouer dans les grandes mutations socio-économiques et dans les transformations socio-écologiques à venir. L'éducation populaire est une démarche émancipatrice et transformatrice. Elle permet à tout le monde d'observer et d'analyser collectivement le monde qui nous entoure, de mieux le comprendre et de définir une volonté d'agir pour le transformer. Nous avons à défendre un positionnement, des démarches et des outils donnant à voir sans doute notre singularité.

Un positionnement éducatif

La recomposition des savoirs est permanente. La prise en compte croisée des connaissances scientifiques et d'usage, en accordant la même importance à ces différents types de savoirs, est une base incontournable.

La démarche éducative suppose de questionner la place des savoirs dominants. Elle invite à interroger l'énoncé et pas seulement la réponse. Elle suppose également d'accueillir des savoirs et des cultures plus respectueux du vivant et de l'environnement.

L'éducation populaire, par ses approches de regards croisés entre chercheur-euse-s, scientifiques et acteur-trice-s associatifs permet l'articulation des savoirs qui seront nécessaires pour construire des solutions innovantes.

Par ailleurs, l'éducation populaire est le fait de tous les temps de la vie. Elle invite toutes et tous à prendre place dans cette réflexion collective à tous les âges.

• Des démarches pédagogiques

Intégrant de nombreux courants pédagogiques, nous affirmons une forte dimension éthique et réflexive sur les méthodes qui organisent les rencontres entre les personnes, mais aussi avec leurs environnements et les objets de connaissances et de culture.

Des outils présents

Il s'agit d'espaces de rencontre, de vie collective et quotidienne, qu'ils soient dans nos séjours, nos lieux, nos maisons, etc... Ce sont aussi les pratiques de loisirs et des relations au quotidien : le faire ensemble et la fabrique par soi avec les autres. C'est la pratique du débat et de l'échange, l'ouverture de "bulles de réflexion" comme autant d'espaces d'appropriation et de construction.

L'éducation populaire offre et doit continuer d'offrir des espaces collectifs pour regarder, analyser et mieux comprendre, et permettre aux individus de ne pas rester isolés face à ces enjeux si déconcertants.

Finalement, il faut tout à la fois savoir regarder le monde qui se transforme afin de ne pas être pris au dépourvu et savoir inventer, rêver nos vies vers ce monde soutenable de demain.

Prenons cela comme l'opportunité de réinterroger notre démarche d'éducation populaire, de rappeler le besoin de faire ensemble et d'affirmer notre projet politique.

Nous voulons une autre société et c'est possible. Une société qui :

- Propose un autre modèle économique et social permettant de réduire les inégalités;
- Permet à chacun·e de construire son parcours de vie ;
- Prend soin de tout le monde, chacun e avec ses forces et ses faiblesses;
- Valorise les solidarités, les coopérations, les différentes approches philosophiques et culturelles ;
- Donne aux jeunes les opportunités de construire le monde dans lequel ils vivront demain.

Des pistes très concrètes sont déjà à l'œuvre dans des associations de jeunesse et d'éducation populaire :

- Proposer des parcours d'éducation à l'environnement, parce que mieux protéger passe par mieux connaître!
- Mettre en place un comité scientifique réunissant des expertises diverses pour nourrir les transitions de l'association tout autant que les actions éducatives.
- Mettre en place des partenariats avec une association environnementale, une université, ... afin de profiter des apports qu'une association d'éducation populaire généraliste n'a pas forcément et inversement faire profiter des structures spécialistes des apports de l'éducation populaire.
- Engager une recherche-action.
- Mettre en place des débats qui invitent des auteur-e.s proposant d'autres façons de penser le monde et notamment proposant d'autres modèles socio-économiques.
- Mettre en place un système de binôme de 30 ans/+ de 30 ans pour permettre à plus de jeunes de prendre une place dans les sujets compliqués de l'association.
- Prendre rendez-vous avec l'élu·e en charge des questions environnementales de la ville ou autre échelle pour construire des actions concertées.
- Mettre en place des partenariats locaux et petit à petit créer un écosystème de proximité et cohérent (alimentation, matériels, ...)
- Ouvrir des « bulles de réflexion » pour penser collectivement ce monde soutenable sous la forme de séminaires, webinaires...

Illustrations:

- Cycle Transition écologique et éducation populaire animé par **PEC** : <u>peuple-et-culture.org/ressources/cycle-transition-ecologique-et-education-populaire</u>
- Kit d'animation « A l'asso de la transition » des **Foyers Ruraux** : A l'asso de la transition !
- SGDF: résolution votée en Assemblée Générale en 2020 avec des engagements chiffrés et des convictions éducatives sur le sujet et le résumé sous forme de poster
 Nouveau plan d'orientation 2022-2028
 Deux outils principaux sur ces sujets:
 Le kit conversion écologique avec des idées et ressources sur différentes thématiques pour les activités de scoutisme pendant l'année et en camps
 Le kit organiser un événement éco-engagé
- Péniche pédagogique BALI (105 passagers, 22 couchages), aménagée par un instituteur dans les années 90, partenaire de la Lique de l'Enseignement et du Réseau École et Nature, ce bateau construit en 1956 devait être détruit dans les années 80 dans le cadre du plan européen de restructuration de la flotte intérieure et a été proposé, parmi plusieurs dizaines d'autres bateaux, par l'administration fluviale pour y accueillir des colonies de vacances et des classes de découverte. Repris en 2008 par le Comité de coordination pour le service civil et les volontariats (CCSC-Volontariats) et l'Association Alternat porteuse du projet de «Péniche pour la paix», un «BAFA Fluvial - Animer au bord de l'eau» a été créé en 2019 tandis que de nombreuses «classes d'eau « (soutenues par l'Agence de l'Eau Seine Normandie) y sont accueillies, ainsi que des actions «Citées éducatives» (comme à Corbeil-Essonnes, photo 1 ou lors de la «Semaine de la paix» organisée régulièrement en partenariat avec la ville de Grigny - photo 2): découverte entre autres champs de connaissances de la flore et de la faune, de la géologie, des cycles de l'eau, des techniques de navigation, etc. ainsi que de l'organisation collective de la vie à bord (partage des tâches, tri des déchets, objectif zéro déchet, etc.). Le port d'attache du bateau BALI est à Juvisy-sur-Orge, au sud de Paris. La découverte du monde fluvial est essentielle pour faire comprendre dans une «approche sensible» les cycles de l'eau et la préservation de celle-ci au cœur de nos territoires.

Ce texte intègre des propositions des jeunes de la campagne Provox 2022-2023 :

Ces propositions sont le fruit du travail des jeunes présents au Festival Provox qui, du 18 au 20 novembre 2022, ont débattu avec des responsables politiques afin de proposer des recommandations concrètes sur la campagne actuelle "S'engager pour une Europe Durable et Inclusive": provox-jeunesse.fr/actualites/les-propositions-du-festival-provox

A propos



Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire, le Cnajep est la plateforme des associations de jeunesse et d'éducation populaire. Il réunit plus de 70 organisations nationales de jeunesse et d'éducation populaire qui rassemblent près de 100 000 associations locales, mobilisent plus de 500 000 jeunes engagé.es dans des projets et concernent plus de 10 millions de personnes (enfants, jeunes adultes). Il représente et porte la voix du secteur Jeunesse et Education populaire au niveau national et européen. En plus de sa structuration

nationale, le Cnajep participe également à l'animation territoriale à travers un réseau de comités régionaux (les Crajep) implantés sur l'ensemble du territoire, www.cnajep.asso.fr

Membre fondateur du Forum européen de la jeunesse, le Cnajep est particulièrement impliqué sur les questions de citoyenneté et de politiques de jeunesse au niveau européen. Il est le Conseil national de la jeunesse français. A ce titre, le Cnajep anime pour la France le Dialogue jeunesse UE qui associe les jeunes à l'élaboration des politiques de jeunesse européennes. www.provox-jeunesse.fr.

Afin de situer l'éducation populaire dans le champ des politiques publiques, le Cnajep, ses 75 associations membres et les Crajep, animent une campagne intitulée 100% educ pop http://www.cnajep.asso.fr/100-educ-pop/.







